

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1^{er} février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

REMARQUES ET DEMANDE LIMINAIRES

En 2021, l'ARCEP - qui a succédé dans les questions ici traitées au CSMP - souhaite « mettre en place un mécanisme durable et pérenne » pour faire prendre en charge par l'ensemble des éditeurs de presse (plus de 500 sociétés / plus de 5000 publications, souvent des PME voire des TPE) les surcoûts liés à la distribution de moins d'une dizaine de quotidiens nationaux appartenant la plupart du temps à des groupes financiers importants, certains étant cotés au CAC 40.

Si en 2012, la décision du CSMP d'instituer un tel « système de péréquation » était déjà inique, injuste et inéquitable, la volonté en 2021 de l'ARCEP de poursuivre ce système l'est encore plus au vu de l'évolution des modèles économiques de la presse, notamment quotidienne en 10 ans. Il revient à faire payer par des PME des erreurs stratégiques et des carences de gestion passées dans lesquelles ces PME n'avaient aucun pouvoir opérationnel.

La décision de 2012 était fondée (Décision CSMP n°2012-05, faisant suite à la décision CSMP n°2011-03) sur une répartition « entre toutes les entreprises de presse adhérant aux coopératives, de façon objective transparente et non discriminatoire, les efforts nécessaires pour assurer la couverture des coûts de distribution des quotidiens d'information politique et générale. »

A cela s'ajoute une modification structurelle des marchés de la presse quotidienne (édition et diffusion) qui ont vu un balancement irréversible, prépondérant et pérenne du papier vers le digital, que ce soit sous forme d'application numérique ou sous forme de site internet. Étant donné ce basculement massif, tout système de péréquation ne peut être mis en place sans prendre en compte outre l'ensemble des acteurs de la presse, y compris PQR mais également les acteurs du numérique, eux-mêmes directement ou indirectement éditeurs et diffuseurs de la presse.

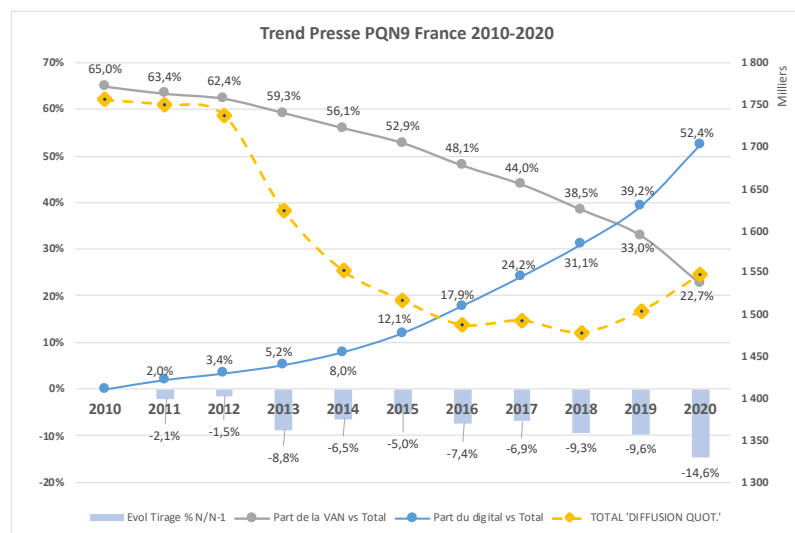
La question du financement de l'information et de sa diffusion se pose plus largement à cette date, si l'on en juge des discussions en cours autour du droit voisin entre les principaux acteurs (APIG, SEPM et GAFA principalement, sous l'égide du Ministère de la Culture et de la Communication).

Au-delà de ces considérations de justice et d'équité - qui devraient présider aux conditions d'exercice de la liberté de diffusion de la presse, élément essentiel de la liberté de la presse et de notre société démocratique - les conditions économiques de 2012 qui ont pu justifier la décision du CSMP n'ont plus cours en 2021.

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Graphique A - Source ACPM OJD



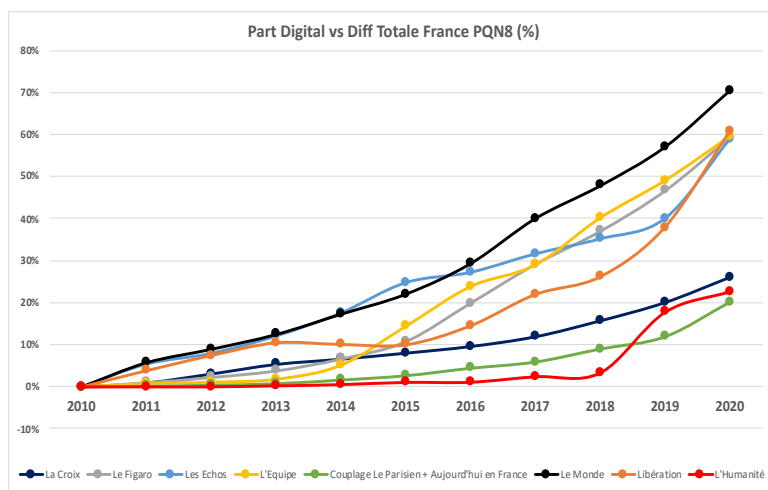
En effet, si la vente au numéro de la PQN - dont le surcoût de distribution papier était l'objet et fondement de cette péréquation - représentait 63% de sa diffusion en nombre d'exemplaires en 2011, la vente au numéro sur les 11 premiers mois de 2020 ne contribue plus qu'à 23% de la diffusion des quotidiens dits nationaux (**Graphique A**). Le Monde en particulier a su limiter la part de ses ventes au numéro à moins de 10% de sa diffusion totale.

L'évolution des courbes de la vente au numéro de la PQN et de sa vente numérique

montre que le basculement de l'une vers l'autre n'est pas nouveau : cette inversion de la part de la vente au numéro et de la vente numérique s'est produite entre 2018 et 2019 et n'a jamais véritablement été prise en compte à ce jour.

Graphique B - Source ACPM OJD

A l'inverse, la diffusion de l'information par internet ou voies digitales représente aujourd'hui en moyenne 52% (**Graphique A**) de la diffusion quotidienne, allant même jusqu'à plus de 70% pour le plus performant de cette transformation digitale (Le Monde) ou encore 60% pour Le Figaro, L'Equipe, Les Echos et Libération (**Graphique B**).



Cette évolution bien entendu n'a rien à voir avec l'actuelle crise sanitaire. Elle résulte de la volonté compréhensible des groupes de PQN de s'affranchir des contraintes industrielles et sociales de la vente au numéro et de développer en parallèle leurs ventes numériques, stratégie tout à fait judicieuse aujourd'hui.

La prise en charge par tous les éditeurs des coûts de la distribution des quotidiens, si elle pouvait être justifiée en 2011, ne l'est plus aujourd'hui en 2021.

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Le maintien du mécanisme de péréquation n'est donc plus justifié économiquement.

Pire son maintien (avec certainement en 2021 moins de 20 % de la vente au numéro dans la diffusion de la PQN) donnerait un avantage stratégique aux groupes financiers des éditeurs de PQN dans leur compétition avec les PME de la plupart des éditeurs.

Un tel maintien serait dans ces conditions d'évolution du marché ni juste, ni équitable et pourrait affecter structurellement les PME de la presse magazine notamment.

Comme le suggère l'Autorité de la Concurrence dans son analyse du mécanisme datant de 2012, il convient notamment de prendre en compte de manière la plus effective possible 1/ la contribution des barèmes de PQN mis en place par France Messagerie afin que ceux-ci permettent de tenter de couvrir au mieux les coûts de distribution de la presse quotidienne, 2/ également les subventions directes de l'État à cette messagerie, avant d'envisager 3/ considérer une péréquation de charges de la part de la presse magazine.

En effet, non seulement la situation actuelle est différente de celle de 2011-2012, mais l'Autorité de la Concurrence (Avis 12-A-25 du 21 décembre 2012), tout comme la Cour d'Appel de Paris, tout comme la Commission Européenne estiment que :

- « le rapport Mazars écarte explicitement toute analyse des recettes de Presstalis, et donc toute analyse d'un éventuel déficit systématique à combler du fait de leur insuffisance. Le raisonnement ne s'appuie donc pas sur l'idée que les barèmes des quotidiens seraient structurellement incapables de couvrir leurs coûts. »
- « la facturation d'un service à des concurrents par un opérateur en position dominante ne peut donc inclure des surcoûts salariaux injustifiés, rien ne paraît pouvoir a fortiori justifier une péréquation de ces mêmes coûts entre opérateurs concurrents » ;
- « les engagements que les entreprises doivent assumer en vertu de la législation du travail ou de conventions collectives conclues avec les syndicats, par exemple en matière de coûts de retraite, font partie des coûts normaux qu'une entreprise doit financer sur ses propres ressources » ;
- « le droit de la concurrence vise ainsi à dynamiser les marchés et à inciter les entreprises à être plus efficaces. Dans cet objectif, la prise en charge des surcoûts historiques d'une entreprise par son principal concurrent aurait des conséquences très négatives. »
- « finalement, le signal envoyé au marché ... serait néfaste puisqu'il enlèverait toute incitation à réduire les coûts de fonctionnement des entreprises, puisque ceux-ci seraient pris en charge par les nouveaux opérateurs. Une telle mesure aurait comme conséquence d'élever artificiellement les barrières à l'entrée et de réduire l'incitation des nouveaux entrants à y pénétrer. » ;
- « l'Autorité de la concurrence est d'avis que l'inclusion des surcoûts historiques dans le mécanisme de péréquation entre coopératives de presse ne repose sur aucune justification d'efficacité économique pouvant être mise en balance avec les effets anticoncurrentiels indiscutables qu'elle créerait entre messageries. »

Le maintien de ce système de péréquation pourrait être également interprété comme une atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté du commerce et de l'industrie, et même à la liberté de la presse si elle a pour conséquence la disparition des petits éditeurs indépendants sacrifiés au profit d'un système profondément inéquitable. En effet avec ce système, quel que soit le distributeur choisi par un magazine, et l'évolution de la

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1^{er} février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

situation actuelle, ce dernier serait tenu de supporter une partie des coûts de la distribution physique de la presse quotidienne nationale, qui n'est plus qu'un outil de « diversion » de sa stratégie de développement, aujourd'hui principalement axé sur le numérique, et l'abonnement dans un moindre mesure, devenus les canaux de conquête et de consultation de l'information politique et générale privilégiée par les lecteurs.

CELIN demande donc l'arrêt immédiat, au 1^{er} janvier 2021, de ce mécanisme de péréquation des surcoûts de distribution de la PQN. Cela pourrait passer par l'application d'un pourcentage nul de la péréquation dans un premier temps, puis sa suppression totale des textes et des décisions.

Si l'ARCEP ne prenait pas en compte cette demande liminaire et légitime, les conséquences mortifères pour les membres de la coopérative CELIN, nous contraindraient à exiger que les mesures suivantes soient mises en œuvre dès février 2021 :

- lancement d'une mission d'audit de la vente au numéro de la PQN chez France Messagerie afin de :
 - Vérifier la part résiduelle de la vente au numéro dans la diffusion de la PQN ;
 - Évaluer les coûts spécifiques de la distribution des quotidiens en 2021, au besoin revoir les notions de surcoûts d'inefficacité et de surcoûts évitables dans ces nouvelles conditions économiques du marché ;
 - Analyser les barèmes de distribution magazines et quotidiens de France Messagerie, de telle manière à en faire ressortir la juste proportion et l'équité nécessaire, en s'assurant notamment qu'il n'existe pas déjà à travers ces barèmes de transferts manifeste de charge entre quotidiens et l'ensemble de la presse magazines¹ ;
 - Revoir les barèmes de distribution des quotidiens, afin que ceux-ci puissent enfin – après des années de financement par des tiers – couvrir leur coût total de distribution.
- intégrer a minima un représentant CELIN à cette mission d'audit ;
- saisir l'Autorité de la Concurrence d'une demande d'avis concernant la prise en compte de possibles surcoûts mais également, comme elle le suggérait dans son avis de 2012, l'intégration des contributions barèmes dans le mécanisme de péréquation éventuel à mettre en place.

CELIN, si ces exigences n'étaient pas entendues, se réserve le droit de prendre toute mesure nécessaire à la défense de ses intérêts et de l'avenir économique, donc de l'avenir tout court, de ses membres.

¹ Une analyse rapide de ces barèmes publiée le 1^{er} juillet 2020 par France Messagerie fait ressortir des écarts manifestes qui méritent d'être pris en considération :

- une participation forfaitaire aux frais de structure et développement à la parution de 0,01€ par point de vente servis pour les quotidiens, et de 0,02€ pour les magazines, quand on connaît le besoin de capillarité de la PQN, la comparaison pose question ;
- une participation *ad valorem* des mêmes frais de structure, alors que l'on reconnaît tous la difficulté à affecter les coûts fixes d'une entreprise autrement qu'en fonction d'inducteur logistique ou de volume ;
- une rémunération des dépositaires en asymétrie de coûts dans le barème des quotidiens contre une rémunération « en transparence selon la localisation » pour les magazines ;
- des frais de traitement des invendus de 0,025€ par exemplaire invendu au-delà de 35% d'invendus contre 0,05€ par exemplaire invendu pour les magazines, qui plus est sans seuil de déclenchement, ce qui constitue un double effet de levier.

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021
Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

REPONSES AU QUESTIONNAIRE

Question n° 1 Le calcul du montant de la péréquation sur le périmètre N1 « élargi », c'est-à-dire incluant les coûts de la plateforme du niveau 2 de Bobigny, appelle-t-il des remarques de votre part ? Si oui lesquelles ? Si un autre périmètre devait être retenu merci d'en expliquer les raisons.

- Les coûts de la plateforme N2 de Bobigny devraient être revus à la baisse, a minima en excluant les coûts imputables aux magazines, et en valorisant la quote-part de barème Magazine revenant à cet établissement ;
- Les coûts de structure de France Messagerie doivent au préalable être évalués avec et sans quotidiens ;
- La suppression de la plateforme de Bobigny doit être envisagée dans le cadre d'une sous-traitance de ses activités à un opérateur logistique efficient, à des conditions de marché, revenant ainsi à extraire de ces coûts l'impact de « coûts historiques » filière, suivant en cela la recommandation faite par l'Autorité de la Concurrence en 2012.
- Le périmètre de l'analyse doit intégrer l'impact que pourrait avoir des barèmes équitables et justes, permettant en l'occurrence de couvrir les coûts de distribution, et non considérer la seule évaluation des « surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables ».

Question n° 2 - L'approche consistant à exclure des surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables du calcul de la péréquation vous semble-t-elle devoir être maintenue ? Y aurait-il d'autres types de coûts qu'il conviendrait, à votre sens, d'exclure ? L'évolution du secteur, et notamment la liquidation de Presstalis, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP ?

- Ces surcoûts d'inefficacité et ces surcoûts évitables, imputables aux erreurs stratégiques et aux carences de gestion passées doivent être exclus, comme tous les coûts indirects de la liquidation de Presstalis pouvant être supportés par France Messagerie. De même, les coûts du maintien des activités de certaines ex-filiales de Presstalis doivent être exclus.
- Une approche intégrant les revenus générés par les barèmes Quotidiens, semble souhaitable, comme le préconisait en 2012 l'Autorité de la Concurrence.
- L'évolution de la distribution des « marques de presse » et de leurs contenus via les médias digitaux leur donne aujourd'hui une assise et un « reach » qu'elle n'avait pas historiquement en 2012. A ce titre il convient de regarder la distribution de quotidiens papier comme une ligne de métier en soi des différents opérateurs, ligne qui doit atteindre équitabement une rentabilité en soit, sans quoi elle ne se justifierait plus.

Question n° 3

- L'évolution de secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP, consistant à exclure le surcoût lié aux coûts sociaux supportés par le distributeur de presse quotidienne du calcul de la péréquation ?

- La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des conditions salariales et des effectifs de structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiserez-vous et pour quelles raisons ?

- Les surcoûts sociaux, de la seule responsabilité des pressions sociales exercées par les syndicats, en particulier les risques de grèves dont les principaux acteurs de la filière pénalisés seraient les éditeurs de PQN, doivent continuer à être exclus. Compte-tenu des gains de productivité liés à l'implémentation des nouvelles technologies (IoT, big Data et

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

remontée d'information caisses fiables) et la mutualisation éventuellement envisageable de flux chaud avec d'autres acteurs de distribution (pharmaceutique entre autres), une évaluation « lower of the cost or the market » est à réaliser de toute urgence (voir notre demande d'audit ci-dessus).

Question n° 4

- L'évolution de secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP, consistant à exclure des surcoûts liés aux frais de siège supportés par Presstalis du calcul de la péréquation ?
- Hormis la question des sureffectifs, identifiez-vous d'autres éléments à prendre en compte dans le calcul des surcoûts de frais de siège ? En préciser les raisons le cas échéant.
- La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiseriez-vous ? En préciser les raisons le cas échéant.

- De même, les surcoûts de frais de siège, s'il existent encore, doivent continuer à être exclus.
- Une juste répartition des coûts fixes doit être mise en place au niveau des barèmes Quotidiens et Magazines, afin de tenir compte d'un amortissement de ces coûts en fonction d'inducteurs logistiques objectifs, qu'il s'agisse du nombre d'exemplaire ou du poids. Faire supporter à toute autre coopérative les coûts fixes d'un des opérateurs agréés avec lequel ladite coopérative n'est pas en « affaire » ressemble à tout le moins à la mise en place d'une taxe, au profit d'un autre opérateur, et en soit ouvre légitimement la porte à une analyse en détournement de concurrence.
- Tous les coûts indirects de la liquidation de Presstalis pouvant être supportés par France Messagerie doivent l'être. Toute comparaison à structure similaire est intéressante en cela. Là encore, une évaluation « lower of the cost or the market » est à réaliser de toute urgence (voir notre demande d'audit ci-dessus).

Question n° 5 - Vous semble-t-il pertinent de considérer les coûts des trajets direct imprimerie et les coûts d'approche comme évitables et de les exclure ? Distinguez-vous certains types de trajets à inclure et d'autres à exclure de l'analyse, et pour quelles raisons ?

- Les coûts des trajets direct imprimerie et les coûts d'approche spécifiques aux quotidiens (distribution deux fois par jour) doivent être exclus.
- A l'heure d'internet et d'une information juste à temps disponible pour tous et partout, à tout moment, les coûts induits par 2 tournées journalières doivent être considérés comme des coûts évitables et donc exclus de tout calcul éventuel de transfert de charge. Il nous semble à tout le moins nécessaire que les quotidiens choisissent conjointement l'heure de l'unique tournée du jour, encore nécessaire à justifier le nom de « quotidien ».
- L'ensemble des coûts évitables doivent être facturés via les barèmes à leurs bénéficiaires respectifs, à leur juste valeur, afin d'en assurer a minima la couverture des coûts, sans qu'aucun de ces coûts ne puissent faire l'objet d'une quelconque « péréquation ».

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Question n° 6 - Existe-t-il, selon vous, d'autres surcoûts inefficaces ou évitables qui devraient être exclus du calcul de la péréquation ? Si oui, lesquels ? - Quelle méthode d'estimation préconiserez-vous pour les évaluer ? En préciser les raisons le cas échéant.

- Idem ci-dessus, les coûts d'une éventuelle deuxième distribution journalière des quotidiens sont à exclure : la diffusion par internet supplée totalement à ces pratiques d'un autre âge. Une méthode de coûts complets doit être utilisée compte-tenu des inévitables répercussions sur le niveau des coûts de structure de France Messagerie.

Question n° 7 - De manière générale, cette actualisation annuelle de l'évaluation des surcoûts inefficaces et évitables appelle-t-elle des remarques de votre part ?

- Avant toute décision de l'ARCEP, un audit indépendant, intégrant l'impact des nouvelles technologies, une analyse en profondeur des barèmes permettant d'assurer à tout le moins une couverture des coûts doit être réalisée, dans une optique de minimisation de toute éventuelle péréquation, voire suppression, en gardant également toujours en tête que toute analyse de coût doit l'être dans une optique « lower of the cost or the market » (voir notre demande d'audit ci-dessus).

Question n° 8 - Vous semble-t-il justifié de prendre en compte chacune des cinq contraintes précitées dans le calcul de la péréquation ? Sinon, pour quelles raisons ?

- Non car les surcoûts liés à ces « contraintes » sont le fruit des erreurs stratégiques et des carences de gestion passées. Le monde a évolué depuis 2012, les nouvelles technologies de l'information donnent aux citoyens un accès illimité, instantané, fiable et permanent à l'information de qualité. Certains grands groupes quotidiens ont brillamment réalisé cette transformation jusqu'à voir la diffusion internet représenter plus 60 à 70% de leur diffusion à date (données ACPM 2020). Ce principe de péréquation doit être écarté au plus vite, afin de donner des marges de manœuvre aux éditeurs indépendants, tous victimes collatérales de la faillite de Presstalis en 2020. L'ensemble des acteurs de la presse magazine indépendante a perdu en 2020 l'équivalent de 2 mois de chiffre d'affaire (environ 15% du chiffre d'affaires VMF 2020), le plus souvent financé par la mise en place d'un PGE ou les aides mise en place par le Gouvernement, fléchés à destination des IPG principalement. L'ensemble du mécanisme de péréquation doit être exclu.

Question n° 9 - La prise en compte de cette contrainte dans le calcul des coûts spécifiques liés au sous-remplissage des camions vous semble-t-elle justifiée ? Pourquoi ? D'autres caractéristiques du schéma de transport pour distribuer les quotidiens doivent-elles selon vous être considérées dans le calcul de la péréquation ?

- Les contraintes horaires des quotidiens, et leur incidence sur les taux de remplissage sont propres aux quotidiens. En outre ces contraintes n'ont plus la même importance quand 55 % de la diffusion s'effectue dans des flux numériques et 25% via La Poste et le portage... c'est à dire hors des moyens logistiques mise en œuvre par France Messagerie. Cette « contrainte » n'est donc plus justifiée.
- Une mutualisation des flux quotidiens avec les acteurs de portage ou La Poste pourrait néanmoins être envisagée à plus ou moins court terme, afin d'en atténuer le coût au maximum.

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1er février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Question n° 10 En dehors des six contraintes précédemment identifiées, quelles autres contraintes impliquant des coûts spécifiques observez-vous ? Jugez-vous nécessaire de les retenir ou de les exclure du périmètre de la péréquation ? Le cas échéant en expliquer les raisons.

- Les coûts spécifiques du dimensionnement de France Messagerie, inhérents aux quotidiens, sont à exclure. Encore une fois, les PME des éditeurs de magazine ne doivent plus payer les erreurs stratégiques et les carences de gestion de quotidiens de PQN destinés à assurer l'influence de puissants groupes financiers ou confessionnels.

Question n° 11 La méthode des coûts évitables retenue par le CSMP pour l'évaluation des coûts spécifiques à la distribution des quotidiens vous semble-t-elle appropriée ? Si tel n'est pas le cas, que préconisez-vous et pour quelles raisons ?

- Avant toute décision de l'ARCEP, un audit indépendant, intégrant l'impact des nouvelles technologies doit être réalisé dans une optique « lower of the cost or the market » (voir notre demande d'audit ci-dessus).
- Des études comparatives doivent aussi être faites avec les systèmes logistiques de type Amazon ou distribution de produits ultra-frais ou pharmaceutiques.

Question n° 12 Le fait de retenir des hypothèses sur les paramètres de coûts (e.g. coûts unitaires, quantités d'intrants, productivité) fondées sur les meilleures pratiques observées dans le secteur vous semble-t-il justifié ?

- Oui, si le secteur considéré est celui plus global de la logistique (cf réponse à la question 11) et non le segment seul de la distribution des imprimés de presse.

Question n° 13 Les modalités de calcul du montant dû au titre de la péréquation et des acomptes mensuels provisionnels envisagées appellent-elles des remarques de votre part ? Si oui, lesquelles ?

- Oui, ces modalités doivent tenir compte des saisonnalités des ventes et d'une actualisation au moins annuelle de l'évolution de ces ventes.
- Ils doivent également tenir compte d'une évaluation ou réévaluation des barèmes, permettant d'assurer en soit une couverture des coûts inhérent à la presse quotidienne.

Question n° 14 Disposition envisagée Le système d'acomptes provisionnels est maintenu (versement d'acomptes mensuels et régularisation in fine des montants). Les distributeurs communiqueraient à l'Arcep les informations nécessaires au calcul du taux unique d'acompte et des montants à régulariser. Les acomptes ne sont plus régularisés en cours d'année mais exclusivement en année N pour l'année (N - 1). Avez-vous des remarques sur le mécanisme envisagé par l'Autorité ?

- Voir réponse n° 13.

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 18 décembre 2020 - 1^{er} février 2021

Proposition de modalités de calcul et de mise en œuvre de la péréquation entre entreprises de presse

Question n° 15 Dispositions envisagées Le mécanisme de péréquation serait le suivant :

- le taux unique d'acompte est notifié par l'Arcep en septembre, après la collecte de la VMF des distributeurs en juillet et le calcul du montant de la péréquation ;
- les éditeurs sont redevables de la péréquation à France Messagerie, conformément au 3° de l'article 18 de la loi du 18 octobre 2019, et les acomptes sont collectés par les distributeurs de presse ;
- les acomptes sont collectés chaque mois au fil de l'eau à partir des remontées des ventes directement par les distributeurs de presse et versés le 25 du mois suivant à France Messagerie sur un compte dédié. L'Arcep procède chaque année en septembre au calcul des montants à régulariser. Dans le cadre de cette régularisation :
- tous les trimestres, chaque distributeur de presse transmet à l'Arcep la VMF, ainsi que les montants des acomptes provisionnels versés par ses éditeurs au titre de la péréquation ;
- en septembre de l'année N, lors de la régularisation, la somme des acomptes provisionnels versés par les éditeurs l'année N est comparée au montant réalisé de la péréquation calculé pour l'année (N-1) ;
- si un écart est constaté, les distributeurs effectuent une régularisation auprès des éditeurs via un remboursement ou un appel de complément.

Avez-vous des remarques sur le mécanisme décrit ci-dessus ? Si oui, lesquelles ?

- Voir réponse n° 13.
- Le compte dédié doit faire l'objet d'un reporting mensuel pour assurer la transparence de ses flux. Ce reporting est adressé à l'ensemble des éditeurs concernés. La direction de France Messagerie est comptable devant chaque coopérative à laquelle elle demande via toute péréquation de participer à son financement, en est redevable et devra répondre à toute demande dans un délai de 5 jours ouvrés.

Question n° 16 Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

- Pour les raisons exposées en remarques liminaires, CELIN demande donc l'arrêt immédiat, au 1^{er} janvier 2021, de ce mécanisme de péréquation des surcoûts de distribution de la PQN.